

La rédaction de
**RASSEMBLER
A
GAUCHE**

Jacques Adrien
Cyrille-Robert Broux
Amaury Couderc
Michelle Dospital
Robert Duguet
Bernard Fischer
Michel Galin
Sylvie Mayer
Roland Mérieux
Félix Millera
Xavier Rousselin
Jean Sanchez

vous souhaitez
meilleurs vœux
pour l'an neuf.

N° 66 janvier 1996
4^e année de parution

RASSEMBLER A GAUCHE

BULLETIN DE LIAISON POUR "RASSEMBLER A GAUCHE"

ORIENTER NOTRE BOUSSOLE SUR LE MOUVEMENT SOCIAL

par Robert Duguet.

Après les événements sociaux de décembre 1994, quel diagnostic politique pouvons-nous commencer à établir, en posant d'emblée qu'il s'agit d'événements en cours susceptibles de rebondir, puisque le sommet social du jeudi 21 décembre n'a rien réglé sur le fond et que les salariés vont être lourdement ponctionnés.

C'est une défaite majeure de la bourgeoisie française, cherchant les voies les plus strictes de son adaptation aux critères de Maastricht et de l'Europe libérale. Le gouvernement Chirac-Juppé, après avoir manœuvré sur la gauche de son électorat, a tenté l'offensive frontale sur la question de la protection sociale. Mésestimant profondément les rapports de force entre les classes sociales, l'attachement organique du mouvement ouvrier de ce pays à la sécurité sociale, le fait qu'il ait constitué son identité sur les conquêtes de 1945, Juppé a pensé que le moment était venu de sortir de la politique des petits pas mitterrandiens ou balladuriens et de frapper au cœur.

La réponse a été à la hauteur du coup porté. Sommes-nous de nouveau entrés dans une période d'initiative du salariat qui verra le balancier revenir de nouveau à gauche? Je le pense.

Ce qui a été arraché est loin d'être négligeable, il s'agit du maintien des régimes spéciaux et du code des pensions, le statu quo sur les régimes de retraite des fonctionnaires. Mais au-delà des aspects catégoriels et corporatifs il s'agit d'un formidable retour en force du mouvement social sur la scène politique: les gens ont dit avec leurs pieds, leurs banderoles, la virulence et la haute maturité des mots d'ordre avancés ce qu'ils voulaient voir préservé. Exigences revendicatives ou politisation? Monsieur .../...

François Mitterrand est mort, nous adressons nos condoléances à sa famille et ses proches. Avec son décès, c'est une période de l'histoire du mouvement socialiste, et de la gauche toute entière qui se ferme définitivement.

Par-delà l'unanimité qui s'exprime toujours en de telles circonstances, les interrogations des militants de gauche subsistent.

Après 14 ans à la présidence de la République :

- Quels résultats pour la base sociale de la gauche qui l'a porté au pouvoir ?

- Quelles conséquences sur l'état de la gauche aujourd'hui ?

À l'évidence le bilan est contrasté, l'inventaire reste à faire.

Pour ces jours-ci nous préférons le souvenir de celui qui a contribué à bâtir la victoire de la gauche sur la stratégie du rassemblement de ses organisations.

Jacques Adrien, Cyrille-Robert Broux, Amaury Couderc, Bernard Fischer, Sylvie Mayer, Roland Mérieux, Félix Millera, Jean Sanchez.

"RASSEMBLER A GAUCHE" est le lien entre tous ceux et celles qui font le choix de se rassembler pour rechercher une issue à la crise qui secoue aujourd'hui la gauche.

"RASSEMBLER A GAUCHE" n'est pas une organisation politique formelle, c'est un lieu de débat et d'action ponctuelle. Il rassemble des hommes et des femmes impliqués dans différentes organisations traditionnellement de gauche, mouvements se réclamant de la gauche, écologistes, inorganisés, tous favorables au rassemblement.

Les articles seront signés et n'engageront que leurs auteurs.

Juppé et la grande presse ont sur ce point largement enfoncé des portes ouvertes. Défendre une institution qui dans son essence est fondée sur des principes de solidarité et de socialisation contre les exigences de la crise libérale, c'est bel et bien faire de la politique au sens le plus noble du terme. Des centaines de milliers d'hommes se sont engagés pratiquement dans une bataille anticapitaliste, ils indiquent clairement qu'ils n'accepteront pas de devoir courber l'échine devant une logique économique incapable de "garantir au salariat les conditions décentes de l'esclavage salarié"(Karl Marx).

La crise du régime est ouverte, béante. Cependant ce mouvement jette aussi une lumière crue sur la crise de la représentation à gauche: ni le PS, qui sur les questions de protection sociale adopte le profil le plus bas et le plus honteux (bonjour messieurs les concepteurs de la CSG!), ni les courants de la gauche critique ne sont en mesure de répondre en termes de nouvelle alternative socialiste. Depuis Maastricht, RAG a en quelque sorte surfé entre les contradictions de la gauche antilibérale. Réussir la gageure d'une discussion transversale entre militants de culture politique différente c'est ce que nous étions arrivés à faire à travers notre journal, nos initiatives et le repas-débat du 24 novembre, qui de ce point de vue aura été un point d'orgue. Nous avons conscience que nous ne pouvions guère aller au-delà.

Aujourd'hui je pense que nous sommes entrés dans une période politique nouvelle: les mouvements sociaux vont-ils produire de nouvelles semailles? Contraindre les militants à réorienter la boussole de leur pensée sur le Nord marqué par ce mouvement de millions d'hommes? Indiquer qu'un projet politique nouveau ne peut s'articuler que sur les aspirations mêmes de la lutte des classes? Je le pense. C'est ce qui va dans la prochaine période bousculer des habitudes, y compris dans le petit monde de la gauche critique. RAG doit donc prendre l'angle et entrer de plein pied dans la période nouvelle: être sur la brèche aujourd'hui c'est être là où les acteurs du mouvement social ne peuvent que se poser la question de l'alternative politique. La perspective anarcho-syndicaliste de la grève générale ne peut produire à elle seule de réponse satisfaisante, même si à un moment donné nous pouvons être contraints de marcher à la grève générale parce ce que le salariat le voudra.

RAG se propose donc dans la prochaine période d'être au plus près des acteurs du mouvement social: concrètement nous projetons de tenir fin février une réunion avec des syndicalistes de la CGT, de FO, de certaines fédérations CFDT (antinottistes naturellement), de la FSU. Précisons-d'emblée qu'il ne s'agit pas pour RAG d'impulser une politique syndicale: les organisations syndicales ont leur indépendance vis à vis des partis ou des groupes politiques; elles n'obéissent pas aux mêmes déterminants. Cependant la marge est aujourd'hui devenue infime entre les intérêts économiques des salariés et la remise en cause globale du système libéral: les acteurs du mouvement social, parce qu'ils touchent à des leviers gouvernant le mouvement de contestation de millions d'hommes, ont besoin de travailler à l'élaboration de solutions politiques. C'est pourquoi nous nous proposons de mettre en oeuvre cette initiative. □

Il a exprimé des préoccupations qui viennent de loin et des aspirations qui portent loin.

D'abord, les grévistes - et aussi toutes celles et ceux, très nombreux, qui ont eu de la sympathie pour leur action - ont proclamé des refus majeurs. Refus de la régression sociale qu'ils vivent depuis des années sous des formes diverses et qui met en cause le niveau, la sécurité, la qualité de leur vie et portent de plus lourdes menaces encore sur celles de leurs enfants. Refus de l'injustice d'une société qui voit les riches devenir plus riches et les pauvres, plus pauvres, le travail mésestimé et la spéculation récompensée. Refus d'une division de la société entre ceux qui pensent et décident - parce qu'ils sont "bien nés" et bardés de diplômes - et ceux qui n'ont qu'à obéir et à subir. Le plan Juppé et le contrat de plan SNCF ont été vécus comme le dernier point d'orgue de ce processus régressif, et c'est pourquoi le mouvement qu'ils ont déclenché, bien loin de ne concerner que des problèmes catégoriels ou immédiats, a été perçu comme intéressant par toute la société.

Car, comme toujours, les refus sont étroitement imbriqués avec des attentes fortes, des demandes hautes et neuves.

Chacun le sent, chacun le sait, bien des choses ne peuvent plus rester comme avant dans ce monde en pleine mutation.

L'étatisme, le collectivisme ne peuvent plus être des solutions pertinentes mais on sait déjà que rien ne sert de substituer à ces dogmes-là un nouveau dogme : celui du libéralisme. .../...

Le Comité de Rédaction de "Rassembler à Gauche" se propose de rencontrer un certain nombre de responsables syndicaux du département CFDT, CGT, FO, FSU, SNUIPP, etc...

Cette rencontre devrait se faire le 27 février 96 à Morsang

Les camarades lecteurs de RAG intéressés à la discussion peuvent nous le faire savoir en téléphonant à Amaury Couderc au 64.91.32.75. Ils seront bien sûr les bienvenus.

RASSEMBLER A GAUCHE

Comité de rédaction : Cyrille-Robert Broux, militant des Verts - Amaury Couderc, militant socialiste progressiste - Michelle Dospital militante associative - Robert Duguet, militant du Mouvement des Citoyens - Bernard Fischer, militant associatif - Michel Galin, militant socialiste progressiste - Sylvie Mayer, militante du Parti Communiste - Roland Mérieux militant de la CAP - Félix Millera - Xavier Rousselin, militant de la ligue communiste (LCR) - Jean Sanchez, militant AREV
Directeur de publication : Jacques Adrien, militant socialiste progressiste
Commission paritaire des Publications et Agences de Presse numéro 11077
RAG: Amaury Couderc, le Clos, Boissy-Sous-Saint-Yon 91790 - tel.: 64.91.32.75

LE MOUVEMENT SOCIAL A OUVERT LE DÉBAT

suite

Comment dès lors vivre la diversité économique, sociale, culturelle, la concurrence elle-même tout en préservant, en organisant, en servant l'intérêt général, la possibilité du libre développement de chacun ?

Le cadre national reste un espace, un niveau de mobilisation des énergies, de créativité, de décision démocratique. Mais dans le même temps, nombre de problèmes ne peuvent trouver d'issues efficaces que traités sur le terrain, au plus près des réalités, ou au contraire, à l'échelle de l'Europe ou du monde. Et puis, se rapprocher, vivre ensemble dans une communauté prenant la dimension du continent, de l'univers, n'est-ce pas un beau dessein ?

L'ère industrielle a vu s'épanouir les grandes structures verticales, mécaniques et l'illusion qu'il fallait organiser la société sur ce modèle... en changeant ou sans changer le patron ! Le modèle est obsolète mais pas le besoin du travail commun, de l'action collective, de la solidarité humaine, dans le respect de l'individu, de ses droits, de sa volonté.

Autrement dit oui à la réforme indispensable, pour mieux servir l'être humain, la société humaine, mais non à la loi d'airain de l'argent, à la domination écrasante des marchés financiers et de la technocratie. Oui à des choix novateurs, qui réorientent, ou au moins font converger les raisons de l'économie, celles de l'homme et celles de la nature.

Difficile tout cela, bien difficile dans ce monde placé dans une situation que personne n'avait prévue, engagé dans un mouvement dont personne ne connaît à l'avance les aboutissants. Il est à la mode de tirer sur les élites politiques, après tout elles ne sont ni pires ni meilleures que celles d'autres secteurs d'activité. Encore faut-il qu'elles le sachent. Les forces traditionnelles de la gauche n'ont pas jusqu'à présent su se situer au niveau des exigences de renouvellement dont l'urgence est attendue par le mouvement social. Il faudrait pour cela qu'elles aient la volonté de sortir des vieilles pratiques politiques si rassurantes et choisissent le bon discours de la méthode. Ce qui est aujourd'hui loin, bien loin d'être le cas.

En vérité, qu'il s'agisse de protection sociale, de service public, de formation de transport ou d'Europe, nous sommes devant des chantiers vastes et passionnants. Le pays en a conscience. Il veut être consulté, il veut être partie prenante des réflexions et des décisions, et pas seulement à l'occasion des élections. C'est une chance rare, précieuse, qu'une telle situation.

Pourquoi ne pas la mettre à profit pour donner l'élan à un vrai et vaste débat national qui mette au jour, utilise des formes innovantes d'intervention politique ? Le mouvement social le demande, il a même ouvert le débat. Il a besoin qu'avec lui, et en dehors de tout esprit boutique, de toutes les traditionnelles tentatives de récupération ou de détournement, les forces politiques assument tout simplement leur responsabilité.

Pour notre part, forts de notre conviction et de nos idées nous le ferons. □

UN NUMÉRO SPÉCIAL RAG EN FÉVRIER

Un numéro spécial est en cours de réalisation. Il reprend dans leur intégralité la totalité des interventions des camarades lors du débat du 24 novembre à Longjumeau. Ce numéro représente environ 30 pages. Bien sûr, pour des raisons financières qui ne peuvent vous échapper, **il ne sera envoyé qu'aux camarades à jour de leur participation.** Alors, un petit effort... votre participation même minime, 30, 50 ou mieux 100F nous permettra cet effort supplémentaire.

VERS UN RETOUR DURABLE DU « TOUS ENSEMBLE »

par Félix Millera

« Rien n'est plus difficile que faire des prévisions, surtout si elles concernent le futur ». Mais on peut aujourd'hui raisonnablement espérer que le mouvement de grèves de cet automne mets enfin un terme à la longue période de recul de la mobilisation sociale, initiée dès le milieu des années soixante-dix. Si tel était le cas, la (petite) reprise du nombre de grèves depuis deux ans, la grève d'Alsthom-Belfort ou celle du tri postal à Marseille en auraient été les signes précurseurs.

Ce qui peut confirmer pareille hypothèse, c'est l'explication que l'on peut donner de ce retour au premier plan de la mobilisation sociale. On va bien sûr trouver de multiples explications à cette mobilisation. Je crois que la cause principale c'est ce qui constitue l'échec fondamental du libéralisme contemporain, l'enrayement de la « mécanique » libérale de progrès de l'individu. C'est ce qu'a bien compris notre paragon national du libéralisme à tous crins - Alain Madelin - quand il identifie la source des difficultés actuelles du pays avec l'arrêt de « l'ascenseur social ».

L'ascenseur social

On oublie en effet trop souvent que le fondement idéologique du libéralisme, c'est l'identification de l'individualisme et de l'économie de marché. Pour l'idéologie libérale en effet, il y a une primauté de l'individu, de sa liberté, de son vouloir-être, de son développement autonome. Les libertés, l'économie de marché et ses principes, ne constituent que des moyens pour atteindre le but de la libre détermination individuelle. Le respect du droit de propriété, la libre concurrence, le libre contrat sont des moyens facilitant une suffisante mobilité et fluidité sociales permettant aux meilleures individualités de progresser.

Les effets du libéralisme...

Cette identification est loin d'être non fondée. Pendant plusieurs décennies, la société-marchande dite libérale par ses apologistes, a porté l'atomisation sociale à des

VERS UN RETOUR DURABLE DU « TOUS ENSEMBLE »

suite

extrêmes jusque là inconnus; elle a rendu la vie individuelle totalement dépendante du marché, seule source des biens nécessaires à l'existence individuelle. Mais elle a produit en même temps ces deux traits de caractère essentiels du travailleur salarié dans la société libérale : l'insécurité sociale et la peur du lendemain, liée à la précarité constitutive du contrat de travail salarié; l'angoisse sociale liée à la tension de la concurrence entre les salariés sur le marché du travail et pour les meilleurs salaires.

...et les moyens de s'en protéger

C'est pour combattre ces deux effets que les travailleurs salariés ont dûs s'organiser et lutter collectivement. Le paradoxe, c'est que l'efficacité même de leurs luttes a donné une nouvelle crédibilité à l'idéologie libérale. En effet, les conquêtes sociales d'un siècle de luttes ont limité significativement l'insécurité et la précarité dans un contexte d'expansion et de plein-emploi et rendu possible une amélioration spectaculaire des conditions de vie des salariés. En outre, l'accès de tous à l'institution scolaire a rendu possible l'ascension sociale individuelle. Les travailleurs ont construit et mis en route l'ascenseur social. Il suffisait alors de le laisser fonctionner. Plus besoin de lutter collectivement : il était devenu possible de progresser

individuellement ou familialement sans lutter collectivement, par le seul effet d'une « mécanique » sociale dont l'origine paraissait se perdre dans la nuit des temps ou être l'effet d'un État « neutre ». D'où l'extraordinaire confiance populaire dans les vertus de l'école. D'où la perte de crédibilité dans l'efficacité de la lutte collective.

On pourrait dire que cet état d'esprit a fonctionné à plein dans les années soixante-quatre-vingt. Globalement au cours de ces années, le niveau de vie, les conditions de logement, de santé, de culture des travailleurs salariés ont progressé en même temps que la mobilité sociale ascendante. Pendant cette période, et de façon à mon sens tout à fait liée, les luttes sociales ont régressé significativement. L'ascenseur social a fonctionné à plein.

La lutte collective à nouveau nécessaire

Mais la quasi disparition des luttes sociales, dans le nouveau contexte de crise prolongée et de retour d'un chômage de masse, a laissé le champ libre à une contre-offensive libérale qui a utilisé l'argument de la mobilité sociale ascendante pour en remettre en cause les fondements sociaux : Etat-Providence, garanties collectives, partage de la valeur ajoutée plus favorable aux salariés. Guère étonnant si l'on assiste au

retour de l'insécurité, pour les salariés actuels eux-mêmes, mais aussi pour ceux de demain qui sont les enfants de ceux d'aujourd'hui; guère étonnant si le mécanisme de la promotion sociale individuelle se grippe, et si son rouage essentiel, l'école, est complètement bloqué.

Mais si l'on ne peut plus s'en sortir individuellement, la lutte collective redevient nécessaire. C'est le grand retour du « tous ensemble ». □

Un rapport des renseignements généraux pour le gouvernement établit que les manifestations de Novembre-Décembre ont dépassé en nombre non seulement les événements de mai 1968 mais aussi ceux de juin 1936: le précédent, ce sont les manifestations de la Libération en 1945. On comprend que les pouvoirs publics et la servilité médiatique qui l'accompagne se fassent sur ce point d'une grande discrétion.

Le nouvel ordre mondial

Embargo ou génocide ?

Le Fond pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) organisme qui dépend de l'ONU, reconnaît officiellement dans une étude publiée en novembre 1995 que l'embargo économique imposé par l'ONU à l'Irak est **directement responsable de la mort de 560 000 enfants en quatre ans.**

C'est au prix d'une véritable guerre économique, discrète mais terriblement meurtrière que les USA et l'ONU renforcent leur domination mondiale.

Contre l'embargo imposé à l'IRAK, CUBA et la LYBIE
dans le cadre de la journée internationale pour la levée de l'embargo

Rassemblement place de la Madeleine

Mercredi 17 janvier 1996 à 18h.

FORUM-RENCONTRES

par Sylvie Mayer

Au coeur du mouvement social, un forum de réflexions, de confrontations, pour inventer un nouvel avenir.
Animé par Gilles Smadja, journaliste à l'Humanité

Le mouvement social exprime le véritable divorce qui existe entre les attentes profondes des français et la politique gouvernementale. La solidarité et la sympathie envers les grévistes et les étudiants, les sondages indiquent le degré d'exaspération ressenti à l'égard de la politique de la droite.

Cette politique est injuste. Elle aggrave les maux qu'elle prétend résoudre. Tout le monde ressent que les choses ne peuvent rester en l'état, que des transformations sont nécessaires. Mais dans quel sens ?

Alain Juppé et son gouvernement n'ont cessé de répéter qu'il n'y avait pas d'autres choix que les leurs. Argument contesté qui souligne l'urgence de défricher, ensemble, les voies d'une autre politique.

L'aspiration égalitaire qui s'exprime si fortement, est-elle un luxe impossible aujourd'hui ? Les contraintes des marchés financiers sont-elles maîtrisables ? Les services publics, la santé, l'éducation coûtent-ils trop cher ? Mondialisation et ambition nationale sont-elles incompatibles ? Ces grandes questions sont dans toutes les têtes.

Des réponses qui leur seront apportées dépendra l'avenir de notre pays et singulièrement celui de la jeunesse. Il faut en débattre, confronter les points de vue différents, faire juges les citoyens afin que des forces, aujourd'hui divisées, se rassemblent.

Les étudiants, les jeunes, revendiquent une meilleure formation, des moyens pour étudier, les salariés une qualification de notre temps. Leurs aspirations sont légitimes et porteuses d'un nouvel avenir. Elles appellent des réformes dans l'université, la recherche...

La journée de confrontations et d'approfondissement à laquelle nous vous convions permettra la mise en relation fructueuse des réflexions d'étudiants, de salariés, de chercheurs et d'universitaires.

Tous, nous en avons besoin.

Ce forum se tiendra le samedi 27 janvier 1996
Centre des Congrès de la Villette
Cité des Sciences et de l'industrie
30 avenue Corentin Cariou 75019 Paris
Métro : Corentin Cariou

De 10h à 12h30

Huit ateliers :

- * Y a-t-il trop d'étudiants ? L'université française coûte-t-elle trop cher à la société ?
- * La recherche industrielle peut-elle générer des emplois ?
- * Le militaire peut-il sauver la recherche en France ?
- * La santé a-t-elle un prix ?
- * Le travail change... et la formation ? et la recherche ?...
- * Croissance et environnement sont-ils compatibles ?
- * La coopération scientifique ne nécessite-t-elle pas de nouvelles règles du jeu international ?
- * L'explosion des connaissances n'appelle-t-elle pas une nouvelle citoyenneté ?

De 14h30 à 18h30

Séance plénière.

Ont d'ores et déjà décidé de participer à cette rencontre :

Joël BIARD, directeur de recherche au CNRS

Hubert CURIEN, ancien ministre

Didier DACUNHA-CASTELLE, directeur de recherche au CNRS

Raymond GALINSKI, professeur d'université

Jean-François GAU, secrétaire national du PCF

Jean-Pierre KAHANE, professeur d'université

Rose KATZ, directeur de recherche à l'INSERM

Michel Laurent, responsable aux questions de la recherche du PCF

Francette LAZARD, membre du Bureau national du PCF

Sylvie MAYER, responsable à l'environnement du PCF

Jacques MILLIEZ, professeur d'université

Pierre MOSCOVICI, secrétaire national du PS

Henri ROLLIN, responsable mutualiste

UN MOUVEMENT QUI DÉRANGE LES FORCES POLITIQUES

par Bernard Fischer

C'est l'heure du bilan de la plus grande grève générale dans ce pays depuis mai 1968. D'une manière générale, la majorité des forces politiques et sociales passent à côté du mouvement. Il dérange, elles ne le prévoyaient pas, elles ne le voulaient pas et elles ne le voient pas.

Rappelons les faits. Le 24 novembre, il y a une journée d'action de la CGT. Le 28 novembre, il y a une journée d'action de FO. Les cheminots continuent la grève après le 24 novembre, les agents de la RATP continuent la grève après le 28

novembre. Les dépôts SNCF voteront progressivement pour la fin de la grève dans la semaine du 18 au 22 décembre. Le matin du 16 décembre, date de la dernière grande journée nationale d'action, la fédération CGT appelle à la poursuite du mouvement sous d'autres formes.

En fait, il n'y avait pas un seul mouvement social, il y avait deux mouvements sociaux dans le mouvement social. .../...

NO COMENT !

Sénateur socialiste de l'Essonne, Jean-Luc Mélenchon juge qu'il a "fait le pari de Maastricht en partant d'une idée fausse : je pensais que l'intégration économique favoriserait l'intégration citoyenne. C'est faux. Je pense aujourd'hui que c'est le contraire. Et nous, socialistes, ne devons pas avoir peur de dire que le pari de Maastricht a échoué. Nous devons avoir entre nous, entre socialistes français et entre socialistes européens, une explication. Elle est nécessaire. Il ne faut pas en avoir peur !"

Notre ami Michel Brétagne, président de Radical nous communique :

LEGITIME...

- Les réformes économiques et sociales que mènent l'actuel gouvernement nous conduisent à l'échec économique, au désordre social, au discrédit dans l'opinion internationale...
- Système de santé menacé, garanties sociales remises en cause.
- Précarisation de l'emploi, petits boulots, CDD deviennent la norme.
- Développement libéral, concurrence sauvage.
- Démantèlement du service public.
- Retour à l'ordre moral.
- Image de la France dégradée avec les essais nucléaires.
- L'information est de plus en plus manipulée.

Les Radicaux sont solidaires des mouvements sociaux.

Jacques Chirac et sa majorité parlementaire, parce qu'ils ont été élus sur un autre programme que celui mis en oeuvre, ont perdu leur légitimité...

Petit lexique facilitant la lecture des médias.

- réforme : sacrifice (pour les plus pauvres)...
- moderniser : abandonner les avantages acquis...
- flexibilité : corvéable à merci...
- réalisme : suppression d'emplois...
- libéralisme : renard libre dans le poulailler libre...
- progrès : il n'y a pas d'autre politique possible...
- interdépendance : mondialisation de la misère...
- souveraineté : nouvel ordre mondial...
- élite : seuls dignes d'assurer le pouvoir...
- privatiser : priver encore plus de femmes et d'hommes de leur travail...

Le débat avec les responsables syndicaux se tiendra au Château de Morsang, salle Moyenne Place des Tois Martyrs à Morsang le 27 février à 21h

UN MOUVEMENT QUI DÉRANGE LES FORCES POLITIQUES

suite

Il y avait d'une part la grève totale des cheminots. Il s'agissait d'une grève originale pour deux raisons, par ses moyens d'action et par ses revendications. Il s'agissait d'une grève totale des cheminots dans l'unité de toutes leurs fédérations syndicales dont la fédération CFDT, et la participation la plus importante était certainement la participation de la fédération CFDT. Les revendications des cheminots étaient à la fois des revendications générales, le retrait du plan Juppé, et des revendications particulières, le retrait du contrat de plan quinquennal de la direction de la SNCF, le maintien de leur régime de retraite complémentaire et de l'âge du départ à la retraite après 37 ans ½ de cotisations. De ce point de vue, le résultat de la grève des cheminots est une victoire totale, ils obtiennent le retrait du contrat de plan SNCF, le maintien du régime de retraite complémentaire et de l'âge de départ à la retraite. Le plan Juppé ne bouge pas, mais il ne concerne pas seulement les cheminots, il concerne tous les salariés et il n'y avait pas d'illusion là-dessus.

Le mouvement social de novembre/décembre 1995 avait l'odeur de mai 1968, la couleur de mai 1968, mais ce n'était pas mai 1968. La grève n'était pas générale. Les raisons sont également diverses.

Il y a d'abord un certain nombre de mesures techniques de la part des directions d'entreprise. Des agents de direction font le taxi et organisent un système de ramassage des agents de leur service. Dans les banques, les employés pointent dans les

agences de quartier.

Le mouvement social de novembre/décembre 1995 restera dans la sécurité sociale et dans le meilleur des cas comme la participation aux journées nationales d'action et aux manifestations.

Il y a d'abord une raison objective particulière relative au régime de retraite des employés de sécurité sociale. Il y avait dans le temps un régime de retraite complémentaire des employés de sécurité sociale. L'union des caisses supprimait ce régime il y a deux ans. Il y avait à l'époque une mobilisation importante et un échec de la mobilisation des employés de sécurité sociale.

Il y a également un dispositif particulier de la part des directions de caisse. A l'URSSAF de Paris, la direction écrit une note de service selon laquelle la participation à une assemblée générale du personnel est une remise en cause du code du travail ! La directrice générale organise une séance de négociation entre la direction générale et les organisations syndicales dans le couloir de la direction devant le personnel !

Tel est le bilan le plus précis du mouvement social de novembre/décembre 1995. Il s'agit d'une victoire des cheminots et de l'unité syndicale et d'une défaite supplémentaire de la gauche politique. □

Le Comité de Rédaction de "Rassembler à Gauche" s'est agrandi et enrichi de la participation de nos camarades Roland Mérieux (militant de la CAP) et Félix Millera. Demeurant à Clermont-Ferrand, Félix ne pourra bien sûr pas être présent aux réunions du Comité de Rédaction. Il s'est proposé de garder le lien avec nous au travers d'articles réguliers sur les thèmes d'actualité ou le débat de fond.

Bienvenue à ces deux camarades.